

Les mauvaises conditions de logement nuisent au développement et au parcours scolaire des enfants

FICHE 4

Mise en contexte

Cette fiche s'inscrit dans un vaste projet de recherche visant à quantifier les coûts économiques et sociaux qui découlent du manque de logements adéquats – abordables, de taille et de qualité convenables – au Québec. **Les constats présentés s'appuient sur la littérature scientifique qui établit des liens entre les conditions inadéquates de logement, le développement des enfants et leur réussite scolaire ainsi que sur des analyses statistiques originales visant à en estimer des coûts¹.**

Le **développement des enfants** désigne le processus d'évolution, de réalisation d'apprentissages et d'acquisition de compétences dans plusieurs domaines dès la naissance. La petite enfance, soit la période allant de la naissance à l'âge de 5 ans, constitue une étape cruciale qui influence fortement la réussite scolaire ainsi que les parcours de vie.

Développement physique et moteur

(alimentation, sommeil, locomotion, etc.)

Capacité à comprendre et à exprimer ses émotions

Développement cognitif et langagier

(mémoire, attention, éveil aux mathématiques et à la lecture, etc.)

Habiletés de communication

Etc.



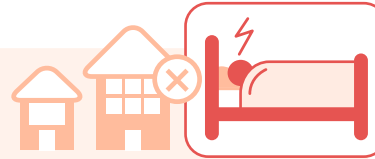
1. Les analyses exploitent les données issues de la première édition de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ 1) qui suit une cohorte d'enfants nés en 1997-1998.



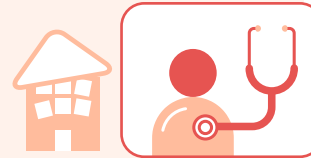
La facture collective de la crise du logement au Québec

1

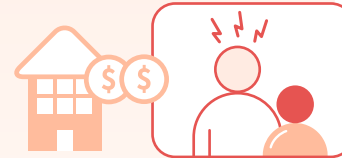
La revue de littérature montre que les conditions inadéquates de logement influencent le développement et la réussite scolaire des enfants



La **taille insuffisante des logements** est associée au **manque de sommeil**, ce qui peut nuire à la santé, au développement et à la croissance des bébés et des jeunes enfants. Habiter un logement surpeuplé peut aussi mener à **des résultats scolaires plus faibles**.



La **mauvaise qualité des logements**, en raison par exemple de la nécessité de réparations majeures ou de la présence de moisissures ou d'humidité excessive, peut entraîner des **troubles du développement** et **détériorer l'état de santé** des enfants.



Vivre dans un logement inabordable génère dans certains cas un **stress** chez le parent affectant sa capacité à répondre aux besoins de base de l'enfant et à s'investir dans son éducation.



L'**instabilité du lieu de résidence**, souvent mesurée par la fréquence des déménagements, exerce également des effets négatifs sur le **développement de l'enfant** et sur ses **résultats scolaires**.

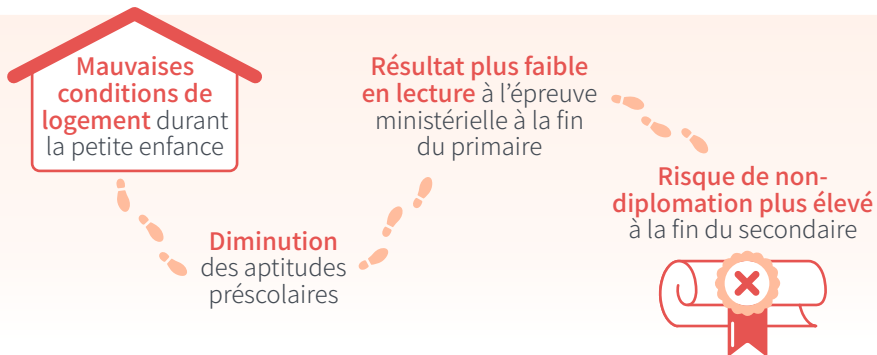


2 De mauvaises conditions de logement contribuent à placer l'enfant dès le primaire dans une trajectoire de retard scolaire

Les mauvaises conditions de logement qui ont pu être mesurées concernent le **surpeuplement**², le **besoin de réparations majeures** et le **manque d'argent pour le loyer**. Le statut de **locataire**³, associé à davantage d'instabilité résidentielle, a également été pris en compte.

Ces conditions défavorables de logement durant la petite enfance nuisent d'abord au **développement des aptitudes préscolaires**, évaluées par l'enseignante ou enseignant alors que l'enfant est âgé d'environ 6 ans, puis aux **performances en lecture au primaire** quand l'enfant atteint environ 10 ans.

Les mauvaises conditions de logement durant la petite enfance installent ainsi une **trajectoire de retard scolaire difficile à rattraper**, laquelle peut conduire à la non-diplomation au secondaire.



2. Ou logement de taille insuffisante, défini par un seuil supérieur à 1,5 personne par chambre à coucher.

3. Le statut de locataire ne constitue pas une mauvaise condition de logement en soi, mais il peut être utilisé comme indicateur de vulnérabilité résidentielle, car les ménages locataires sont davantage exposés à de mauvaises conditions de logement et à l'instabilité résidentielle que les ménages propriétaires.

3 Les conditions de logement défavorables sont associées à un risque plus élevé de non-diplomation au secondaire



Selon nos analyses basées sur une cohorte d'enfants nés en 1997-1998, les enfants ayant grandi dans un **logement nécessitant des réparations majeures** présentent un **risque 80 % plus élevé** de ne pas obtenir de diplôme ni de qualification à l'âge de 21 ans.



Le **manque d'argent** pour couvrir certaines dépenses essentielles, comme le loyer ou le chauffage, constitue également un obstacle important, **augmentant de 81 %** le risque de non-diplomation à 21 ans.



Les enfants dont les parents ont été **locataires** tout au long de la petite enfance présentent un **risque 170 % plus élevé** de ne pas avoir obtenu de diplôme ni de qualification à 21 ans.



*Le faible revenu de la famille durant la petite enfance ainsi que la faible scolarité de la mère constituent les facteurs dont l'effet se révèle le plus important sur la diplomation au secondaire. En particulier, un faible revenu persistant durant la petite enfance **accroît de 236 %** le risque de ne pas obtenir de diplôme ni de qualification à 21 ans. Lorsque ces facteurs sont pris en compte, l'effet des conditions de logement durant la petite enfance perd sa significativité statistique, indiquant que ces conditions sont un marqueur important de la précarité économique des familles.*



Les mauvaises conditions de logement nuisent au développement et au parcours scolaire des enfants

FICHE 4

4 L'impact économique du décrochage scolaire est évalué à 20,3 milliards de dollars au Québec en 2024

Le **revenu** des personnes sans diplôme est **généralement inférieur** à celui des personnes disposant d'un diplôme d'études secondaires ou d'une qualification.

La **perte de revenu individuel** liée à la non-diplomation varie entre **500 000 et 2 millions de dollars** sur la durée de vie active, selon différentes études.

Le **coût pour les gouvernements** découlant de ces pertes de revenu et de différentes dépenses liées notamment aux programmes d'assurance-emploi, à l'assistance sociale, au système de santé et à la criminalité a déjà été estimé à **15,3 milliards de dollars** en 2024.

L'impact économique total, qui tient compte à la fois des pertes de potentiel économique et des coûts assumés par les gouvernements, a quant à lui été estimé à

20,3 milliards \$ au Québec en 2024.

Pour plus d'informations :

Geoffroy Boucher et Sandy Torres. *Les effets du manque de logements adéquats sur la violence domestique et le développement des enfants. La facture collective de la crise du logement au Québec*. Montréal : Observatoire québécois des inégalités, 2026.

[Site web de la Direction régionale de santé publique de Montréal](#)

ISBN : 978-2-925552-23-9

Projet de recherche mené avec la collaboration de :

- Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
- Direction de santé publique de la Montérégie du CISSS de la Montérégie-Centre

- Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale
- Direction de la santé publique du CISSS du Bas-Saint-Laurent

- Direction de santé publique du CISSS de Laval
- Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie-CHUS
- Institut national de santé publique du Québec

- Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé de l'UQAM
- Société d'habitation du Québec

Avec la collaboration spéciale du ministère de la Santé et des Services sociaux et de Centraide du Grand Montréal



La facture collective de la crise du logement au Québec

Observatoire
québécois
des inégalités

Québec

5 Logement et développement des enfants : un champ de recherche à approfondir

L'analyse s'est concentrée sur **certaines conditions de logement sans pouvoir intégrer d'autres facteurs importants** comme le quartier ou l'abordabilité.

De futures recherches pourraient :

Examiner **d'autres conséquences associées aux mauvaises conditions de logement** que la non-diplomation ainsi que les coûts qui en découlent sur la société, notamment : les soins de santé pédiatriques, l'anxiété chez les enfants, le recours aux services de protection de la jeunesse ou les besoins en adaptation scolaire.

Explorer les caractéristiques du logement **susceptibles de jouer un rôle protecteur** pour l'enfant et son développement.



Les conditions de logement dans lesquelles les enfants grandissent influencent considérablement leur trajectoire scolaire. **Des politiques d'habitation qui ciblent les familles avec de jeunes enfants** sont susceptibles de générer des retombées économiques importantes pour la société en soutenant le développement harmonieux des enfants et en façonnant des environnements propices à la réussite scolaire.